

GUIDE D'ENTRETIEN FOCUS GROUP DISCUSSION MEDIATEURS COMMUNAUTAIRES	EVALUATION DU PROGRAMME HCR AU MAROC	
Date :	Lieu :	Interviewer :
SUB-CATEGORIE :	N. des participants :	Position :

Les questions présentées ci-dessous restent à un niveau général. L'interviewer devra pousser certaines questions pour rentrer dans le détail de la mise en œuvre et des résultats du projet. Pour ce faire, l'interviewer aura lu avant chaque entretien, le cadre logique, les rapports de suivi, ainsi que les documents techniques disponibles.

L'évaluateur réalisant l'entretien devra adapter les questions générales et introduire de nouvelles questions en fonction de la thématique concernée, de la mission de l'organisation et du profil et rôle de l'interviewé.

INTRODUCTION

Présentation de l'interviewer comme membre de l'équipe consultant chargée de l'évaluation externe du projet et présentation succincte du projet évalué et de l'évaluation : objectifs, critères, questions, étapes.

Préciser que toute l'information recueillie sera traitée de façon anonyme ; souligner la confidentialité de l'entretien et rester à disposition pour des questions ou des demandes d'éclaircissement de l'interviewé.

Souligner le droit des participants à ne pas répondre à certaines questions, à prendre des pauses, à sortir de l'entretien si nécessaire.

Les groupes de discussion sont organisés pour la collecte de données qualitatives au niveau des médiateurs communautaires afin d'essayer de répondre à trois questions clés de cette évaluation : détermination du statut de réfugié, protection et solutions durables.

THÉMATIQUES / QUESTIONS CLES :

1. Quelle est la mission des médiateurs communautaires au Maroc et quels sont leurs principaux objectifs et activités ?
2. Quelles sont les acquis et les difficultés rencontrées pour l'identification des demandeurs d'asile, et comment faites-vous pour les surmonter ?
3. Est ce qu'il y a des groupes de demandeurs d'asile potentiels ou de réfugiés que vous n'arrivez pas à identifier ou qui refusent la protection offerte par le HCR et ses associations partenaires ? Si affirmatif, quels en sont les facteurs et comment faire pour les identifier et mieux les protéger ?
4. Comment évaluez-vous la protection des réfugiés au Maroc ?
5. Quelles sont selon vous les groupes de réfugiés les plus vulnérables ? Et, comment faites-vous pour les identifier au sein de votre communauté ? vers quelles institutions publiques ou associatives vous les orienter ?
6. Quelles sont les conditions d'accès des réfugiés à l'éducation au Maroc ?
7. Quelles sont les conditions d'accès des réfugiés à la santé au Maroc ?
8. Quels sont les facteurs qui favorisent ou freinent l'intégration locale des réfugiés, et notamment l'accès à la formation et à l'insertion professionnelle ? Comment évaluez-vous le travail réalisé par le HCR et l'AMAPPE en la matière ? Quelles recommandations feriez-vous pour l'améliorer ?

9. Quelle évaluation faites-vous des programmes de réinstallation des réfugiés dans un autre pays mis en place par le HCR ?
10. Quelle évaluation faites-vous du travail des médiateurs communautaires ? Quelles recommandations feriez-vous pour le rendre plus efficace ? Comment l'améliorer ?
11. Que pensez-vous du statut et des conditions de travail des médiateurs communautaires ? Quelles recommandations feriez-vous pour l'améliorer ?
12. Comment évaluez-vous l'action du HCR en faveur des réfugiés au Maroc ? Quelles Recommandations pourriez-vous formuler ?
13. Que pensez-vous du transfert de prérogatives du HCR au Gouvernement marocain pour la détermination du statut de réfugiés ?

6. CLOTURE

- Donner l'opportunité à l'interviewé de transmettre d'autres informations ou appréciations et de poser des questions.
- Réviser les notes pour vérifier si toutes les questions ont été abordées et si certains points ne sont pas suffisamment clairs.
- Demander le n° de téléphone dans le cas où il faudrait un éclaircissement ou un complément d'information.
- Rappeler que toute l'information recueillie va être traitée de façon anonyme.
- Remercier la/les personnes pour leur disponibilité et le temps consacré à l'entretien.

GUIDE D'ENTRETIEN FOCUS GROUP DISCUSSION REFUGIES	EVALUATION DES PROGRAMMES DU HCR AU MAROC	
Date :	Lieu :	Interviewer :
SUB-CATEGORIE :	N. des participants :	Position :

Les questions présentées ci-dessous restent à un niveau général. L'interviewer devra pousser certaines questions pour rentrer dans le détail de la mise en œuvre et des résultats du projet. Pour ce faire, l'interviewer aura lu avant chaque entretien, le cadre logique, les rapports de suivi, ainsi que les documents techniques disponibles.

L'évaluateur réalisant l'entretien devra adapter les questions générales et introduire de nouvelles questions en fonction de la thématique concernée, de la mission de l'organisation et du profil et rôle de l'interviewé.

INTRODCUTION

Présentation de l'interviewer comme membre de l'équipe de consultants chargée de l'évaluation externe des programmes du HCR au Maroc, et présentation succincte du périmètre et du contenu de l'évaluation : objectifs, critères, questions, étapes.

Préciser que toute l'information recueillie sera traitée de façon anonyme ; souligner la confidentialité de l'entretien et rester à disposition pour des questions ou des demandes d'éclaircissement de participants.

Souligner le droit des participants à ne pas répondre a certaines questions, à prendre des pauses, à sortir de l'entretien si nécessaire.

Veiller a éviter la retraumatisation des participants. Avoir le numéro de contact de l'opérateur psycho-sociale à disposition [ou encore mieux avoir l'opérateur en proximité'].

Les groupes de discussion sont organisés pour la collecte de données qualitatives au niveau des réfugiés afin d'essayer de répondre à trois questions clés :

Objectif 1 : Identifier les niveaux de protection et de vulnérabilité des réfugiés pendant les différentes étapes de la DSR et la régularisation administrative de leur situation au Maroc

Objectif 2 : Identifier les effets des interventions du HCR et de ses partenaires sur la protection et les conditions de vie des réfugiés particulièrement vulnérables

Objectif 3 : Identifier les effets des interventions du HCR et des partenaires sur l'intégration locale des réfugiés

I. DSR:

Demandeurs d'asile (Oujda) :

1. Comment avez vous entendu parlé du HCR, et comment êtes-vous rentrés en contact pour la première fois avec lui ou ces associations partenaires ?

2. Quelles sont les étapes administratives liées au processus de référencement et de demande d'asile par le HCR.? Quelles a été la durée de la procédure ?
3. À quelles contraintes (notamment en termes de documents à fournir, de déplacements) êtes -vous vous confrontés durant ce processus ? Quel appui recevez-vous du HCR et de ses associations partenaires ? Comment évaluez vous cet appui?
4. De quelle protection bénéficiez-vous de la part du HCR et de ses associations partenaires ? Comment l'évaluez vous ? En quoi cette protection est-elle appropriée et en quoi est elle insuffisante ? Comment l'améliorer ?
5. Quels sont vos principaux besoins en termes d'accès au soin et de santé ? Dans quelle mesure sont-ils couverts par un accès aux centres de santé publics ou par le recours au HCR et à ses associations partenaires ?
6. Dans quelles conditions avez-vous accès à des médicaments en cas de besoin ?
7. Quel est l'accès de vos enfants au système éducatif marocain ou à une offre de formation ? Quel appui recevez vous du HCR et de ses associations partenaires pour leur éducation ?
8. Quelles aides financières ou appui de type psycho social recevez vous du HCR ? Comment les évaluez vous ? Quelles recommandations feriez vous pour l'améliorer ?
9. Quelles sont vos ressources économiques et quelles activités rémunératrices pouvez vous réaliser pour pouvoir subvenir à vos besoins ? Quelle valorisation générale faites vous de l'action du HCR au Maroc et de ses associations partenaires pour la protection des demandeurs d'asile et réfugiés ?

Statut de Réfugiés (Rabat) :

1. Comment avez-vous entendu parlé du HCR, et comment êtes-vous rentrés en contact pour la première fois avec lui ou ces associations partenaires ?
2. Dans quelle mesure et conditions le statut de réfugié vous a-t-il été définitivement accordé ou non accordé (HCR, BRA) ? Quels ont été les facteurs clés qui contribuent à la décision finale du HCR et du Gouvernement Marocain ? Quels ont été les facteurs clés qui ont contribué à cette décision et quels en sont les conséquences pour vos conditions de vie ?
3. Dans quelle mesure vous avez obtenu du Gouvernement marocain la carte de résidence dans le pays ? Quels ont été les facteurs clés qui contribue à cette décision et quels en sont les conséquences pour vos conditions de vie ?
4. Quelles sont les étapes administratives clés du processus de détermination du statut de réfugié (identification, référencement, auditions etc) ? Quelle en est la durée ?
5. À quelles contraintes (notamment en termes de documents à fournir, de déplacements) avez -vous été confrontés durant ce processus ? Quel appui avez-vous reçu du HCR et de ses associations partenaires ? Comment évaluez vous cet appui?
6. De quelle protection bénéficiez-vous de la part du HCR et de ses associations partenaires ? Comment l'évaluez vous ? En quoi cette protection est-elle appropriée et en quoi est elle insuffisante ? Comment l'améliorer ?

7. Quels sont vos principaux besoins en termes d'accès aux soins et dans quelle mesure sont-ils couverts par un accès aux centres de santé publics ou par le recours au HCR et à ses associations partenaires, ou encore par l'accès à des médicaments ?
8. Recevez-vous un appui et un suivi de type psychosocial de la part du HCR et de ces associations partenaires ? Si oui, comment valorisez-vous cet appui ? Comment l'améliorer ?
9. Quel est votre situation financière et celle de votre famille ? Recevez-vous des aides financières en nature de la part du HCR ? Quelles sont-elles et quel est leur apport par rapport à votre situation personnelle et familiale ?
10. Quel est l'accès de vos enfants au système éducatif marocain ? Quel appui recevez-vous du HCR et de ses associations partenaires pour leur éducation et scolarisation ?
11. Quelle valorisation générale faites-vous de l'action du HCR et de ses associations partenaires pour la protection des demandeurs d'asile et réfugiés.

2. POPULATIONS AVEC CRITERES SPECIFIQUES DE VULNERABILITE:

Mineurs non accompagnés :

1. Comment avez-vous entendu parlé du HCR, et comment êtes-vous rentrés en contact pour la première fois avec lui ou ses associations partenaires ?
2. Dans quelles conditions le statut de réfugié vous a-t-il été définitivement accordé/non accordé ? Quels ont été les facteurs clés qui ont contribué à ce processus et à la décision finale du HCR et du Govt. Marocain ?
3. De quelle protection légale bénéficiez-vous de la part des autorités marocaines, du HCR et de ses associations partenaires ?
4. Avez-vous eu connaissance de cas où des victimes de violence sexuelle et sexiste ont pu recevoir un soutien psychosocial, médical, juridique et financier ? A travers quelle organisation ici ? Est-il facile de recevoir ce genre de soutien ? Par qui est-il donné ?
5. Dans quelles conditions êtes-vous hébergés ? Recevez-vous une aide du HCR et de ses associations partenaires (y compris un abris d'urgence) pour votre logement ?
6. Dans quelle mesure avez-vous accès à des aides financières du HCR ? Quelles sont-elles et quel est leur impact sur votre situation financière et vos conditions de vie ?
7. Avez-vous accès à une offre éducative dans une école publique marocaine ou un centre de formation professionnelle ?
8. Exercez-vous ou recherchez-vous à exercer une activité professionnelle rémunérée ? Et si oui, quelles en sont les conditions ?
9. Quel est votre projet de vie ? Dans quelles conditions envisageriez-vous les solutions suivantes ? Intégration locale au Maroc ? Retour volontaire dans votre pays d'origine ? Transfert dans un autre pays comme réfugié

10. Quelle valorisation générale faites-vous de l'action du HCR et de ses associations partenaires pour la protection des mineurs non accompagnés réfugiés ? Quelles recommandations formuleriez-vous pour améliorer la protection des mineurs non accompagnés réfugiés au Maroc ?

Femmes en situation de risques / LGTB

1. Comment avez vous entendu parlé du HCR, et comment êtes-vous rentrés en contact pour la première fois avec lui ou ses associations partenaires ?
2. Dans quelles conditions le statut de réfugié vous a-t-il été définitivement accordé/non accordé? Quels ont été les facteurs clés qui ont contribué à ce processus et à la décision finale du HCR et du Govt. Marocain ?
3. De quelle protection légale bénéficiez vous de la part des autorités marocaines, du HCR et de ses associations partenaires ?
4. Avez vous été victimes de discriminations ou de violences basée sur le genre au Maroc ?
5. Avez-vous eu connaissance de cas où des victimes de violence sexuelle et sexiste ont pu recevoir un soutien psychosocial, médical, juridique et financier ? A travers quelle organisation ici ? Est-il facile de recevoir ce genre de soutien? Par qui est-il donné ?
6. Dans quelles conditions êtes vous hébergés ? Recevez vous une aide du HCR et de ses associations partenaires (y compris un abris d'urgence) pour votre logement ?
7. Dans quelle mesure avez accès à des aides financières du HCR ? Quelles sont-elles et quel est leur impact sur votre situation financière et vos conditions de vie ?
8. Quels sont vos principaux besoins en santé (ainsi que ceux de vos enfants) et dans quelle mesure sont-ils couverts par un accès aux centres de santé publics, par le recours au HCR et à ses associations partenaires et un accès gratuit aux médicaments ?
9. Recevez vous un appui et un suivi de type psychosocial de la part du HCR et de ces associations partenaires ? Si oui comment valorisez vous cet appui ? Comment l'améliorer ?
10. Exercez vous ou recherchez vous à exercer une activité professionnelle rémunérée ? Et si oui quelles en sont les conditions
11. Quel est votre projet de vie ? Dans quelles conditions envisageriez vous les solutions suivantes ? Intégration locale au Maroc ? Retour volontaire dans votre pays d'origine ? Transfert dans un autre pays comme réfugié
12. Quelle valorisation générale faites-vous de l'action du HCR et de ses associations partenaires pour la protection des mineurs non accompagnés réfugiés ? Quelles recommandations formuleriez-vous pour améliorer la protection des mineurs non accompagnés réfugiés

3. INTÉGRATION LOCALE:

Formation et insertion professionnelle dans le secteur privé :

1. Comment avez-vous connu ou été orienté vers l'AMMAPE ?

2. Quelle a été la procédure d'accueil, de sélection et d'accompagnement que vous a proposé l'AMAPPE ?
3. Quelles orientations avez vous reçu de l'AMAPPE pour des formations ou une insertion professionnelle ? Avec le recul que pensez vous de ces orientations ? Etaient-elles adaptées à vos demandes, besoins et contraintes ainsi qu'aux possibilités offertes par le marché du travail au Maroc ?
4. Quel est actuellement, votre situation professionnelle ? Exercez vous une activité salariée ? Dans un cadre formel ou informel ? En êtes vous satisfait ? Quelles éventuelles options pensez vous explorer dans le futur ?
5. Quels appuis avez vous reçu en termes de formation professionnelles, formations à des compétences transversales, ou en termes d'aides financières pour compenser les coûts d'une formation ? Avec le recul pensez que pensez vous de cet appui ?
6. Quelles sont les forces et les faiblesses de l'appui dispensé par l'AMAPPE?
7. Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontré dans la construction de votre itinéraire d'insertion professionnelle dans le secteur privé? Avez vous souffert de discriminations à l'embauche ?
8. Quelles recommandation feriez vous au HCR et à l'AMAPPE pour améliorer l'insertion professionnelle des réfugiés dans le secteur privé ?

Activités génératrices de revenus :

1. Comment avez vous connu ou été orienté vers l'AMMAPE ?
2. Comment avez vous été sélectionné pour bénéficier d'un appui pour la création de votre AGR ? Quelles sont été les différentes étapes d'élaboration et validation de votre projet ?
3. Quel appui avez vous reçu durant les différentes étapes de formulation des votre projet et de développement de votre AGR ?
4. Quelles aides financières avez-vous reçu pour la création de votre AGR ? Quelle est la procédure d'octroi de cette aide ? son montant était-il adapté a vos nécessités ?
5. Comment valorisez vous l'appui de l'AMAPPE ? quels sont ses points forts et ses point faible ?
6. Quelles autres institutions publiques ou privés sont intervenues pendant la procédure pour vous appuyer durant les étapes de création et de développement de votre AGR ? Comment valorisez vous cet appui ?
7. Dans quelle mesure la création d'AGR vous a permis d'améliorer vos ressources financières et vos conditions de vie?
8. Quels sont, d'après vous, les principaux facteurs de réussite ou d'échec de votre AGR?
9. Quelles recommandations feriez vous au HCR et à l'AMAPPE pour améliorer le programme d'appui à la création d'une AGR?

4. CLOTURE

- Donner l'opportunité à l'interviewé de transmettre d'autres informations ou appréciations et de poser des questions.
- Réviser les notes pour vérifier si toutes les questions ont été abordées et si certains points ne sont pas suffisamment clairs.
- Demander le n° de téléphone dans le cas où il faudrait un éclaircissement ou un complément d'information.
- Rappeler que toute l'information recueillie va être traitée de façon anonyme.
- Remercier la/les personnes pour leur disponibilité et le temps consacré à l'entretien.

Guide d'entretien pour administrations publiques marocaines

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI STRUCTURÉ POUR REPRESENTANTS MINISTÈRES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES MAROCAINES	EVALUATION DES PROGRAMMES DU HCR AU MAROC	
Date :	Lieu :	Interviewer :
Organisation :	Nom :	Position :

Les questions présentées ci-dessous restent à un niveau général. L'interviewer devra pousser certaines questions pour rentrer dans le détail de la mise en œuvre et des résultats du projet. Pour ce faire, l'interviewer aura lu avant chaque entretien, le cadre logique, les rapports de suivi, ainsi que les documents techniques disponibles.

L'évaluateur réalisant l'entretien devra adapter les questions générales et introduire de nouvelles questions en fonction de la thématique concernée, de la mission de l'organisation et du profil et rôle de l'interviewé.

Ce type d'entretien vise à obtenir de l'information pour pouvoir répondre aux différentes questions qui composent la matrice d'évaluation.

Dans le cas des représentants des administrations publiques marocaines, l'idée est d'obtenir des informations précises sur le contexte général de flux mixtes migrants / réfugiés du pays, les politiques migratoires et d'asile au Maroc, sur les 3 grandes questions thématiques qui composent la matrice (détermination du statut de réfugié, protection et solutions durables) ainsi que sur les 2 principales questions transversales (partenariats et coordination entre acteurs).

INTRODUCTION

Présentation de l'interviewer comme membre de l'équipe de consultants chargée de l'évaluation externe des programmes du HCR, et présentation succincte du processus d'évaluation : objectifs, critères, questions, étapes.

Préciser que toute l'information recueillie sera traitée de façon anonyme ; souligner la confidentialité de l'entretien et rester à disposition pour des questions ou des demandes d'éclaircissement de l'interviewé.

1. PROTECTION DES REFUGIES DANS LE CONTEXTE MAROCAIN

1. Pourriez-vous expliquer quelles sont les principaux défis liés au contexte de flux mixtes migrants / réfugiés existant au Maroc pour la protection des réfugiés ?
2. Quelles opportunités et/ou menaces créent la GCM et la GCR pour la protection des réfugiés dans ce contexte de flux mixtes en général, et au Maroc en particulier ? Quelle stratégie peut développer le gouvernement marocain dans ce contexte ?
3. Quel est l'état actuel d'exécution de la SNIA et des politiques de protection des réfugiés au Maroc ?
4. Quels sont, selon vous, les principaux acquis et défis liés à la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés au Maroc ? Jusqu'à quel point la protection des PoC est-elle garantie au Maroc ? Quelles sont à ce jour les manques ?

5. Dans quelle mesure les droits des groupes vulnérables ont été pris en compte dans la SNIA et quel accès ont-ils à la procédure de détermination de l'asile ?
6. Quel est le niveau de consensus sur le statut des réfugiés existant entre les différentes administrations publiques (et notamment Ministère des Affaires étrangères, Ministère de l'Intérieur et MDCMREAM) ainsi qu'entre ces différents Ministères et le HCR ?
7. Quelle est votre évaluation du rôle, de la stratégie et des actions du HCR avec les principaux acteurs au Maroc, et notamment avec les acteurs politiques gouvernementaux et avec les organisations de la société civile qui jouent le rôle d'implementing partners, ? Dans quelle mesure l'approche actuelle est-elle efficace et comment cette approche peut-elle être améliorée ?

2. IDENTIFICATION, REFERENCEMENT ET DETERMINATION DU STATUT D'ASILE

Identification, :

8. Comment le contexte local, et notamment les zones frontalières d'entrée et de sortie du territoire marocain, influence-t-il l'identification et la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés ?
9. Quelles sont les principales voies d'entrée des réfugiés sur le territoire marocain et pour chacune d'entre elles, les stratégies et les moyens existants pour les identifier et procéder à leur référencement ?
10. Quelles difficultés particulières génère le contexte de flux mixtes pour l'identification des réfugiés notamment à l'aéroport de Casablanca et dans les zones frontalières du Maroc ?
11. Quels rôles jouent le HCR et ses Implementing partners (FOO, OMDH) dans l'identification des potentiels demandeurs d'asile / réfugiés, ? Quelles sont les forces et faiblesses de cette stratégie, et de ces organisations ? Comment renforcer / améliorer l'action de ces acteurs dans la perspective du transfert de la procédure au Gouvernement Marocain ?

Référencement des réfugiés et Détermination du statut d'Asile :

12. Quelles sont les forces et les faiblesses des procédures de référencement et de DSR actuellement en vigueur au Maroc ?
13. Quels sont les acquis et les défis dans le dialogue institutionnel entre le HCR et le gouvernement marocain, et en particulier avec le Min. Affaires Étrangères, le BRA, la Commission Interministérielle, et le Min. Intérieur ? quelle rôle joue le MDCMREAM dans la détermination des procédures d'asile ? Comment le renforcer ?
14. Quels sont les progrès obtenus jusqu'au présent dans le transfert vers l'état marocain du processus et des services liés à la protection et l'assistance aux PoC ? Quels sont les principales résistances rencontrées et quelles en sont les causes ?
15. En quoi le contexte marocain, et notamment l'existence de flux mixtes peut-il influencer le positionnement du Gouvernement Marocain et sa politique de protection des réfugiés ? Comment le HCR peut-il faire en sorte que le Gouvernement marocain préserve et renforce la protection des réfugiés ?
16. Quel est le processus de détermination du statut des réfugiés et le pouvoir de décision du BRA et de la Commission interministérielle ? Quels sont les principaux goulets d'étranglement qui entravent la réalisation du mandat et des priorités du HCR ?
17. Dans quelle mesure les demandeurs d'asile sont-ils enregistrés par le HCR et ont-ils un accès libre et gratuit aux procédures de RSD ?

18. Quels sont les critères et les conditions d'octrois ou de refus du statut de réfugié au Maroc ?
19. Quelles outils et système d'indicateurs de suivi et de performance a-t-il été mis en place pour suivre l'efficacité de la procédure de référencement et de DSR ? Ce système est-il fonctionnel et transférable aux autorités marocaines ?
20. De quelles actions de renforcement des capacités avez-vous bénéficié de la part du HCR pour la détermination du statut de réfugiés ? Comment évaluez-vous ces actions ? Lesquelles devrez être selon vous renforcées ?
21. Quelle est la capacité actuelle du gouvernement marocain à s'approprier l'ensemble du processus de détermination du statut de réfugiés et les efforts entrepris par le HCR ? Comment renforcer cette capacité ?
22. Dans quelle mesure le HCR est-il en mesure de transférer l'ensemble de la responsabilité de l'identification, du référencement et de la DSR au gouvernement marocain (facteurs limitatifs et de facilitation) ?
23. Quelle protection, mais aussi quelles nécessités et difficultés rencontrent les réfugiés lors des différentes étapes du référencement des demandeurs d'asile et de la DSR, et notamment ceux qui vivent éloignés de Rabat ? Quelles stratégies et actions peuvent elles être mises en œuvre pour faciliter ces étapes ? Quelle en sont les effets en termes de réduction des contraintes pour les réfugiés ?

3. PROTECTION :

Protection légale

24. Dans quelle mesure les demandeurs d'asile et les réfugiés ont-ils accès aux documents administratifs nécessaires à leur protection et à l'aide juridique (ex : certificats de naissance, plaintes contre les agresseurs violents, représentation juridique devant les tribunaux marocains) ?

Populations vulnérables :

25. Quelles sont les principales problématiques et demandes des PoC pour leur protection sociale ?
26. Quels sont selon vous les principaux acquis existants pour la protection des PoC au Maroc ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR ?
27. Y a-t-il des populations qui, selon vous, ont besoin d'être protégées en priorité (p. ex. les mineurs, les victimes de violence) ? Comment le HCR peut-il selon vous exploiter ces opportunités ou conjurer ses menaces ?
28. Quels sont les acquis et les défis pour que les réfugiés les plus vulnérables (mères célibataires, mineurs non accompagnés, victimes de violence sexuelle et de genre, personnes ayant besoin d'une assistance médicale, LGTBI, personnes âgées) aient accès à des mesures spécifiques de protection ? à de la nourriture ? à un soutien financier du HCR ? à une offre ou une aide pour le logement (y compris les abris d'urgence) ? Quels sont les principaux obstacles et résultats rencontrés ?
29. Quelles sont les acteurs publics et associatifs susceptibles de les protéger ? Quelles sont leurs forces et leurs faiblesses ? Quelles actions de renforcement des capacités pourraient leur permettre de mieux assurer leur mission ?

Santé :

30. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès des réfugiés aux établissements de santé publique, et d'une manière générale aux soins au Maroc ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du Ministère de la Santé, et du HCR pour les obtenir ? Comment peuvent-ils être encore mieux consolidés ou capitalisés et quel peut être le rôle du Ministère de la Santé et du HCR à cet effet ?

31. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'accès aux soins ? Quel sont les efforts actuellement mis en œuvre par le Gouvernement Marocain, le HCR et leurs partenaires pour les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ?

Éducation et scolarisation :

32. Quels sont les principaux résultats existants en matière d'accès à l'école et de scolarisation des réfugiés ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle des du Ministère de l'Éducation Nationale et du HCR pour les obtenir ? Comment peuvent-ils être encore mieux consolidés ou capitalisés et quel peut être le rôle du Ministère de l'éducation et du HCR à cet effet ?
33. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'éducation des réfugiés ? Quel sont les moyens ou les efforts actuellement mis en œuvre par le Ministère de l'Education Nationale, le HCR et leurs partenaires pour essayer de les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ?
34. Existe-t-il des populations de réfugiés non scolarisées ? Si oui pourquoi ? Et comment résoudre cette question ?
35. Quelle est le rôle et la place de la société civile marocaine pour résoudre les défis liés à la scolarisation des enfants réfugiés ? Comment évaluez-vous sa participation ? Comment la renforcer ?
36. Quels sont les principaux acquis et défis existants pour la reconnaissance des diplômes des étudiants réfugiés au Maroc ? Quelles initiatives a pris le Gouvernement Marocain et le HCR pour faciliter cette reconnaissance ?

4. SOLUTIONS DURABLES :

37. Quelles sont les priorités stratégiques des institutions publiques au Maroc en matière de solutions durables ?
38. En quoi ces priorités sont-elles alignées sur les dispositions contenues dans le Pacte Mondial sur les Réfugiés ? En quoi sont-elles adaptées au contexte du Maroc (flux mixtes) ?

Intégration locale

39. Quels sont les facteurs sociaux clés qui justifient la priorité donnée par le HCR à l'intégration locale des réfugiés dans sa stratégie au Maroc ?
40. Quels sont les facteurs clés légaux, économiques ou sociaux qui favorisent ou entravent l'employabilité des réfugiés et leur accès au marché du travail au Maroc ? En quoi le contexte marocain de flux mixtes migrants / réfugiés influence-il positivement ou négativement l'employabilité des migrants, leur accès au marché du travail et en fin de compte leur intégration locale ?
41. Quelles institutions publiques marocaines jouent un rôle clé en faveur de l'intégration locale des réfugiés (Ministère du travail et de la formation professionnelle, ANAPEC, OFPPT, Entraide Nationale, ODECO)i ? Quelles sont leur positionnement et leurs stratégies par rapport à l'intégration des réfugiés ? Quelles relations / partenariats entretenez-vous avec elles ? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?
42. Quelles sont les organisations du secteur privé qui jouent un rôle sur l'intégration des réfugiés au Maroc (CGEM, Syndicats, chambres de commerces et fédérations sectorielles) ? Quelles est leur positionnement et leur stratégie par rapport à l'intégration des réfugiés ? Quelles relations / partenariats entretenez vous avec elles ? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?
43. Comment évaluez vous le programme d'appui à l'intégration locale des réfugiés mis en place par le HCR en partenariat avec l'AMAPPE pour l'accès à la formation professionnelle, l'insertion en entreprise et la création d'AGR ? Quelles en sont selon vous les forces et les faiblesses ? Comment pourrait il mieux s'intégrer dans les politiques et programmes publics existants ?

44. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès à l'emploi dans le secteur privé pour les réfugiés (niveau légal, institutionnel et social notamment) ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR pour les obtenir ? Comment renforcer et capitaliser ses acquis ?
45. Quels sont les facteurs qui freinent l'employabilité des réfugiés au niveau légal et social ?

Programme de réinstallation :

46. Quelle place vous semble devoir occuper les programmes de réinstallation des réfugiés dans des pays tiers dans la stratégie du HCR et dans celle du gouvernement marocain ? Pour quels types de populations de réfugiés devrait-il pouvoir être sollicité au Maroc ?
47. Quel rôle joue l'état marocain dans les procédures de réinstallation des réfugiés dans un pays tiers ? Comment ce rôle sera amené à évoluer ?
48. Vous semblerait-il pertinent que le Maroc accueille des réfugiés procédant d'autres pays dans le cadre des programmes de réinstallation ? Si oui dans quels cas ?
- 49.

Programme de retour volontaire

50. Quelle place devrait selon vous occuper le programme de retours volontaires dans la stratégie du HCR au Maroc ?
51. Quel est le rôle de L'OIM dans le programme de retours volontaires, notamment pour les personnes déboutées de leur demande de statut de réfugié ?
52. Quel est le rôle des institutions publiques marocaines dans le programme de retour volontaire ? Comment ce rôle est-il amené à évoluer ?

5. PARTENARIATS ET COORDINATION ENTRE ACTEURS :

53. Quels sont les mécanismes de coordination existants entre les acteurs publics nationaux (niveau central et local) ? quelle est leur efficacité ? Comment les améliorer ainsi que d'une manière générale comment améliorer l'articulation et le déploiement des politiques publiques concernant la protection des réfugiés ?
54. Quels rôles sont amenés à jouer les régions et les communes pour la protection et l'intégration locale des réfugiés dans le contexte actuel de décentralisation et de régionalisation avancée qui prévaut actuellement au Maroc ?
55. Que pensez-vous des groupes de protection locale des réfugiés mis en place par le HCR ? Comment les renforcer ou les capitaliser ?
56. Quelles sont les synergies créées (ou potentielles) entre les différents acteurs intervenant dans l'assistance, la protection et l'intégration locale des PoC dans un contexte de migrations mixtes ?
57. Quelles modalités de financement publiques nationales ou locales (contexte de décentralisation et régionalisation avancée) pourraient être explorées au Maroc pour financer les politiques de protection des réfugiés ?
58. Quelle est votre perception du rôle du HCR ? Forces, faiblesses, pistes d'amélioration et recommandations.
59. Dans quelle mesure, et de quelle manière, le Gouvernement Marocain pourrait continuer à consolider sa politique d'asile, la procédure de DSR et les services de protection et d'assistance humanitaire ?

6. RECOMMANDATIONS

60. Dans quelle mesure peut-on améliorer la couverture et l'accessibilité des services de protection et d'assistance aux réfugiés : meilleure identification, meilleur accès à la protection juridique, à l'éducation et à la santé, meilleure identification, meilleure assistance et protection aux personnes les plus vulnérables ?
61. Dans quelle mesure peut-on améliorer l'intégration locale des réfugiés ?
62. Dans quelle mesure le déploiement et la coordination des politiques et programmes de protection des réfugiés dans le contexte de décentralisation et de régionalisation avancée peut-il contribuer à une meilleure couverture des réfugiés dans tout le pays ?

7 CLOTURE DE L'ENTRETIEN

- Donner l'opportunité à l'interviewé de transmettre d'autres informations ou appréciations et de poser des questions.
- Réviser les notes pour vérifier si toutes les questions ont été abordées et si certains points ne sont pas suffisamment clairs.
- Demander le n° de téléphone dans le cas où il faudrait un éclaircissement ou un complément d'information.
- Rappeler que toute l'information recueillie va être traitée de façon anonyme.
- Remercier la/les personnes pour leur disponibilité et le temps consacré à l'entretien.

Guide d'entretien autres organisations partenaires ou collaboratrices du HCR

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI STRUCTURÉ POUR AUTRES ORGANISATIONS	EVALUATION DES PROGRAMMES HCR AU MAROC	
Date :	Lieu :	Interviewer :
Organisation :	Nom :	Position :

Les questions présentées ci-dessous restent à un niveau général. L'interviewer devra pousser certaines questions pour rentrer dans le détail de la mise en œuvre et des résultats du projet. Pour ce faire, l'interviewer aura lu avant chaque entretien, le cadre logique, les rapports de suivi, ainsi que les documents techniques disponibles.

L'évaluateur réalisant l'entretien devra adapter les questions générales et introduire de nouvelles questions en fonction de la thématique concernée, de la mission de l'organisation et du profil et rôle de l'interviewé.

Ce type d'entretien vise à obtenir de l'information pour pouvoir répondre aux différentes questions qui composent la matrice d'évaluation. Dans le cas des représentants des administrations publiques marocaines, l'idée est d'obtenir des informations précises sur le contexte général de flux mixtes migrants / réfugiés du pays, les politiques migratoires et d'asile au Maroc, ainsi que sur les 3 grandes questions thématiques qui composent la matrice (détermination du statut de réfugié, protection et solutions durables) ainsi que sur les deux principales questions transversales (partenariats et coordination entre acteurs).

INTRODUCTION

Présentation de l'interviewer comme membre de l'équipe de consultants chargée de l'évaluation externe des programmes du HCR et présentation succincte du processus d'évaluation : objectifs, critères, questions, étapes.

Préciser que toute l'information recueillie sera traitée de façon anonyme ; souligner la confidentialité de l'entretien et rester à disposition pour des questions ou des demandes d'éclaircissement de l'interviewé.

1. PROTECTION DES REFUGIES DANS LE CONTEXTE MAROCAIN

1. Pourriez-vous expliquer quelles sont les principaux défis liés au contexte de flux mixtes migrants / réfugiés existant au Maroc pour la protection des réfugiés ?
2. Quels sont, selon vous, les principaux acquis et défis liés à la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés au Maroc ? Jusqu'à quel point la protection des PoC est-elle garantie au Maroc ? Quelles sont à ce jour les manques ?
3. Quelle est votre relation avec le HCR et la protection des réfugiés au Maroc ? Dans quel contexte intervenez-vous ? Quels sont vos objectifs, actions, et résultats ?
4. Quelle est votre évaluation du rôle, de la stratégie et des actions de protection et d'intégration locales des réfugiés par le HCR, et notamment avec les acteurs politiques gouvernementaux et avec les organisations de la société civile qui jouent le rôle d'implementing partners, ? Dans quelle mesure l'approche actuelle est-elle efficace et comment cette approche peut-elle être renforcée / améliorée ?

2. IDENTIFICATION, REFERENCEMENT ET DETERMINATION DU STATUT D'ASILE

5. Quelles sont les forces et les faiblesses des procédures de référencement et de DSR actuellement en vigueur au Maroc ?
6. Quelles protection, mais aussi quelles nécessités et difficultés rencontrent les réfugiés lors des différentes étapes du référencement des demandeurs d'asile et de la DSR, et notamment ceux qui vivent éloignés de Rabat ? Quelles stratégies et actions peuvent elles être mises en œuvre pour faciliter ces étapes ? Quelle en sont les effets en termes de réduction des contraintes pour les réfugiés ?

3. PROTECTION :

Protection légale

7. Dans quelle mesure les demandeurs d'asile et les réfugiés ont ils accès aux documents administratifs nécessaires à leur protection et à l'aide juridique (ex : certificats de naissance, plaintes contre les agresseurs violents, représentation juridique devant les tribunaux marocains) ?

Populations vulnérables :

8. Quelles sont les principales problématiques et demandes des PoC pour leur protection sociale ?
9. Quels sont selon vous les principaux acquis et défis existants pour la protection des PoC au Maroc ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR pour les obtenir ? Comment les renforcer ou les capitaliser ?
10. Quels sont les principaux acquis et défis pour que les réfugiés les plus vulnérables (mères célibataires, mineurs non accompagnés, victimes de violence sexuelle et de genre, personnes ayant besoin d'une assistance médicale, LGTBI, personnes âgées) aient accès à des mesures spécifiques de protection ? à de la nourriture ? à un soutien financier du HCR ? à une offre ou une aide pour le logement (y compris les abris d'urgence) ? Quels sont les principaux obstacles et résultats rencontrés ? Comment améliorer les pratiques ?
11. Quelles sont les acteurs publics et associatifs susceptibles de les protéger ? Quelles sont leurs forces et leurs faiblesses ? Quelles actions de renforcement des capacités pourriez leur permettre de mieux assurer leur mission ?

Santé :

12. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès des réfugiés aux établissements de santé publique, et d'une manière générale aux soins au Maroc ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du Ministère de la Santé, et du HCR pour les obtenir ? Comment peuvent-ils être encore mieux consolidés ou capitalisés et quel peut être le rôle du Ministère de la Santé et du HCR à cet effet ?
13. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'accès aux soins ? Quel sont les efforts actuellement mis en œuvre par le Gouvernement Marocain, le HCR et leurs partenaires pour les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ?

Éducation et scolarisation :

14. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès à l'école et de scolarisation des réfugiés ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle des du Ministère de

l'Éducation Nationale et du HCR pour les obtenir ? Comment peuvent-ils être encore mieux consolidés ou capitalisés, et quel peut être le rôle du Ministère de l'Éducation Nationale et du HCR à cet effet ?

15. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'accès à l'école et de scolarisation du côté des réfugiés eux même et du côté des institutions publiques marocaines ? Quel sont les moyens ou les efforts actuellement mis en œuvre par le Ministère de l'Éducation Nationale, le HCR et leurs partenaires pour essayer de les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ?
16. Quelle est le rôle et la place de la société civile marocaine pour résoudre les défis liés à la scolarisation des enfants réfugiés ? Comment évaluez-vous sa participation ? Comment la renforcer ?
17. Quels sont les principaux acquis et défis existants pour la reconnaissance des diplômes des étudiants réfugiés au Maroc ? Quelles initiatives a pris le Gouvernement Marocain et le HCR pour faciliter cette reconnaissance ?

4. SOLUTIONS DURABLES :

Intégration locale

18. Quels sont les facteurs sociaux clés qui justifient la priorité donnée par le HCR à l'intégration locale des réfugiés dans sa stratégie au Maroc ?
19. Quels sont les facteurs clés légaux, économiques ou sociaux qui favorisent ou entravent l'employabilité des réfugiés et leur accès au marché du travail au Maroc ? En quoi le contexte marocain de flux mixtes migrants / réfugiés influence-t-il positivement ou négativement l'employabilité des migrants, leur accès au marché du travail et en fin de compte leur intégration locale ?
20. Quelles sont les institutions publiques marocaines qui jouent un rôle pour l'intégration locale des réfugiés (Ministère du travail et de la formation professionnelle, ANAPEC, OFPPT, Entraide Nationale, ODECO) ? Quelles est leur positionnement et leur stratégies par rapport à l'intégration des réfugiés ? Quelles relations / partenariats entretenez-vous avec elles ? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?
21. Quelles sont les organisations liées aux secteur privé marocain qui jouent un rôle sur l'intégration des réfugiés au Maroc ? (CGEM, syndicats, chambres de commerces et fédérations sectorielles) ? Quelles est leur positionnement et leur stratégie par rapport à l'intégration des réfugiés ? Quelles relations / partenariats entretenez vous avec elles ? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?
22. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès à l'emploi dans le secteur privé pour les réfugiés (niveau légal, institutionnel et social notamment) ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR pour les obtenir ?
23. Quels sont les facteurs qui freinent l'employabilité des réfugiés au niveau légal et social ?
- 24.

Programme de retour volontaire

25. Quelle place devrait selon vous occuper le programme de retour volontaire dans la stratégie du HCR au Maroc ?
26. Quel est le rôle de L'OIM dans le programme de retour volontaires, notamment pour les personnes déboutées de leur demande de statut de réfugié ?

5. PARTENARIATS ET COORDINATION ENTRE ACTEURS :

27. Quels sont les mécanismes de coordination existants entre les acteurs publics nationaux (niveau central et local) ? quelle est leur efficacité ? Comment les améliorer ainsi que d'une manière générale comment améliorer l'articulation et le déploiement des politiques publiques concernant la protection des réfugiés ?

28. Quels rôles sont amenées à jouer les régions et les communes pour la protection et l'intégration locale des réfugiés dans le contexte actuel de décentralisation et de régionalisation avancée qui prévaut actuellement au Maroc ?.
29. Quelles sont les synergies créées (ou potentielles) entre les différents acteurs qui interviennent dans l'assistance, la protection et l'intégration locale des PoC dans un contexte de migrations mixtes ?
30. Quelles modalités de financement publiques nationales ou locales (contexte de décentralisation et régionalisation avancée) pourraient être explorées au Maroc pour financer les politiques de protection des réfugiés ?

6. RECOMMANDATIONS

31. Dans quelle mesure peut on améliorer la couverture et l'accessibilité des services de protection et d'assistance aux réfugiés : meilleure identification, meilleur accès à la protection juridique, à l'éducation et à la santé, meilleure identification, meilleure assistance et protection aux personnes les plus vulnérables ?
32. Dans quelle mesure peut on améliorer l'intégration locale des réfugiés ?
33. Dans quelle mesure le déploiement et la coordination des politiques et programmes de protection des réfugiés dans le contexte de la décentralisation et de la régionalisation avancée peut contribuer à une meilleure couverture des réfugiés dans tout le pays ?

7 CLOTURE DE L'ENTRETIEN

- Donner l'opportunité à l'interviewé de transmettre d'autres informations ou appréciations et de poser des questions.
- Réviser les notes pour vérifier si toutes les questions ont été abordées et si certains points ne sont pas suffisamment clairs.
- Demander le n° de téléphone dans le cas où il faudrait un éclaircissement ou un complément d'information.
- Rappeler que toute l'information recueillie va être traitée de façon anonyme.
- Remercier la/les personnes pour leur disponibilité et le temps consacré à l'entretien.

Guide d'entretien POUR MEMBRES DES OSC PARTENAIRES DU HCR

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI STRUCTURÉ POUR MEMBRES DES OSC PARTENAIRES DU HCR	EVALUATION DU PROGRAMME HCR AU MAROC	
Date :	Lieu :	Interviewer :
Organisation :	Nom :	Position :

Les questions présentées ci-dessous restent à un niveau général. L'interviewer devra pousser certaines questions pour rentrer dans le détail de la mise en œuvre et des résultats du projet. Pour ce faire, l'interviewer aura lu avant chaque entretien, le cadre logique, les rapports de suivi, ainsi que les documents techniques disponibles.

L'évaluateur réalisant l'entretien devra adapter les questions générales et introduire de nouvelles questions en fonction de la thématique concernée, de la mission de l'organisation et du profil et rôle de l'interviewé.

Ce type d'entretien vise à obtenir de l'information pour pouvoir répondre aux différentes questions qui composent la matrice d'évaluation. Dans le cas des représentants des OSC partenaires, l'idée est d'obtenir exclusivement des informations précises sur leur domaine de partenariat avec le UNHCR, leur relation et coordination avec le HCR et l'ensemble des acteurs publics et privés intervenant sur la question des réfugiés au Maroc.

INTRODUCTION

Présentation de l'interviewer comme membre de l'équipe de consultants chargée de l'évaluation externe des programmes du HCR et présentation succincte de ceux-ci et du processus d'évaluation : objectifs, critères, questions, étapes.

Préciser que toute l'information recueillie sera traitée de façon anonyme ; souligner la confidentialité de l'entretien et rester à disposition pour des questions ou des demandes d'éclaircissement de l'interviewé.

QUESTIONS TRANSVERSALES POUR TOUTES LES ASSOCIATIONS PARTENAIRES DU HCR :

1. Pouvez-vous tout d'abord nous faire un bref historique de présentation de votre association, et nous expliquer quelles est sa mission, ses principaux objectifs, projets et réalisations ?
2. Votre association / organisation est l'une des associations partenaires du HCR au Maroc, comment est né ce partenariat ? Comment s'est-il développé avec le temps ? Quelle place représente-t-il aujourd'hui pour l'association ?
3. Quels sont les objectifs et résultats attendus de votre partenariat avec le HCR pour la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés ? Quelles sont ces grandes lignes d'actions ?
4. Quel est l'apport et le rôle du HCR dans l'élaboration et l'exécution de ce partenariat ? Comment ce rôle a-t-il évolué depuis sa mise en œuvre ?
5. Quels sont vos partenaires et les appuis financiers que vous recevez pour la mise en oeuvre ? Comment ces appuis financiers ont-ils évolué depuis la création du programme ? Vous apparaissent-ils suffisants pour développer les activités prévues et atteindre vos objectifs ?

OMDH : ACCOMPAGNEMENT LÉGAL ET ACCÈS AUX DROITS DES RÉFUGIÉS :

Identification, référencement et détermination du statut de réfugiés au Maroc

6. Comment identifiez-vous les demandeurs d'asile dans le contexte de flux mixtes qui existe au Maroc ? De quels outils disposez-vous pour réaliser ce travail ?
7. Quelles sont les zones géographiques dans lesquelles vous réalisez ce travail d'identification des réfugiés ? Comment influence le contexte local, notamment celui des zones frontalières au nord et à l'est du Maroc, ce travail d'identification et de référencement des réfugiés ?
8. Quel est le rôle des médiateurs culturels dans l'identification des demandeurs d'asile au Maroc ? Comment valorisez-vous leur action ? Quels en sont les points forts et points faibles ?
9. Existe-t-il des profils de populations avec lesquels l'OMDH n'arrive pas à rentrer en contact ? Quels en sont les facteurs ? Est-ce que l'OMDH a mis en place des stratégies pour essayer d'y parvenir ? quels en ont été les résultats ?
10. Quelles sont les différentes étapes qui composent la procédure de référencement des demandeurs d'asile au Maroc ?
11. D'après vous, dans quelle mesure les demandeurs d'asile ont-ils librement accès aux procédures de détermination du statut de réfugié au Maroc ?
12. Quel est votre rôle dans le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'asile référencés par le HCR pendant le processus de détermination du statut de réfugiés ? Quelles difficultés rencontrent les demandeurs d'asile pendant cette procédure ? Quelle protection leur est accordée ?
13. De quels outils, indicateurs et procédures disposez-vous pour faire le suivi et l'évaluation des procédures existantes d'identification et de référencement des demandeurs d'asile ? Ces outils vous apparaissent-ils efficaces ? Quels en sont les points forts et les limites ?
14. Quels sont les conditions et les facteurs d'octroi ou de refus de l'asile au Maroc ?
15. Dans quelle mesure l'aide financière que vous donnez aux demandeurs d'asile identifiés dans les régions frontalières pour faire la procédure de référencement à Rabat par le HCR permet-elle d'atténuer les contraintes liées à leur déplacement ?
16. Quels sont selon vous les principaux acquis et défis des procédures actuelles existantes au Maroc pour l'identification, le référencement et la détermination du statut de réfugiés ? Quelles recommandations techniques vous apparaissent essentielles à transmettre pour assurer un transfert dans des conditions optimales des procédures actuelles mises en œuvre par le HCR au Gouvernement Marocain dans le cadre de l'application de la prochaine loi sur l'asile ? Comment voyez-vous évoluer le rôle du HCR et votre propre rôle dans le cadre de ce transfert ?

Accompagnement et assistance légale aux réfugiés :

17. Quelles fonctions d'assistance légale et juridique aux demandeurs d'asile et réfugiés réalisez-vous ? Sur quels thèmes ou contenus portent vos activités d'assistance légale et juridique ? Quels sont les acquis et difficultés que vous rencontrez dans la réalisation de ces fonctions ? Comment les capitaliser ?
18. Quels sont les principaux résultats de ces interventions ?
19. Quels indicateurs et procédures de suivi disposez-vous pour faire le suivi de vos fonctions d'assistance légale aux demandeurs d'asile et réfugiés ?
20. Dans quelle mesure les réfugiés et les demandeurs d'asile ont-ils accès aux documents nécessaires et à l'aide juridique lorsqu'ils en ont besoin ? (ex : certificats de naissance, plaintes contre les agresseurs violents, représentation juridique devant les tribunaux marocains) ?

Plaidoyer :

21. Quelles activités de sensibilisation auprès de la société et de plaidoyer auprès du gouvernement marocain et des administrations publiques réalisez-vous pour améliorer l'accès à l'asile et à la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés au Maroc ?
22. Quelles sont vos principales demandes pour permettre d'améliorer les conditions d'accès à l'asile et la protection des réfugiés au Maroc ?
23. Quelles recommandations vous apparaissent importantes pour garantir la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés à inclure dans prochaine loi devant réglementer l'asile au Maroc ?

FONDATION ORIENT OCCIDENT : PROTECTION SOCIALE

Protection sociale :

24. Quelles sont les principales problématiques et demandes des PoC pour leur protection sociale ?
25. Quels sont selon vous les principaux acquis existants pour la protection sociale des PoC au Maroc ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR et de FOO ?
26. Comment détectez vous les besoins de protection sociale des PoC au Maroc ? Comment entrez-vous en contact avec les demandeurs d'asile et les réfugiés les plus vulnérables ou comment ceux-ci vous sont-ils orientés en fonction de leurs critères de vulnérabilité ?
27. Quel est le rôle des médiateurs communautaires dans l'identification des besoins de protection sociale des réfugiés les plus vulnérables ? Quels sont selon vous les points forts et les limites de ce dispositif ?
28. Existe-t-il des profils de réfugiés avec lesquels FOO n'arrive t-il pas à rentrer en contact ? Quelles en sont les facteurs / raisons ? Quelles stratégies votre association a-t-elle développée pour essayer d'y parvenir ? quels en ont été les résultats ?
29. Comment détectez vous les besoins spécifiques des réfugiés les vulnérables (mères célibataires, mineurs non accompagnés, victimes de violence sexuelle et de genre, personnes ayant besoin d'une assistance médicale, LGTBI, personnes âgées) ?
30. Quel est le processus pour que les réfugiés les plus vulnérables (mères célibataires, mineurs non accompagnés, victimes de violence sexuelle et de genre, personnes ayant besoin d'une assistance médicale, LGTBI, personnes âgées) aient accès à des mesures spécifiques de protection ? à de la nourriture ? à un soutien financier du HCR ? à une offre ou une aide pour le logement (y compris les abris d'urgence) ? Quels sont les principaux obstacles et résultats rencontrés ?
31. De quels moyens / outils disposez-vous pour protéger ces personnes en fonction de leurs critères de vulnérabilité ? Quelles sont les résultats et les limites de ces outils ?
32. Dans quelle mesure les victimes de violence sexuelle et de genre sont orientées vers des organisations et des dispositifs compétents pour un soutien psychosocial, médical, juridique et financier ?
33. Dans quelle mesure les réfugiés mineurs non accompagnés bénéficient-ils de procédures et de dispositifs spécifiques de protection adaptés et garants de l'intérêt supérieur du mineur ?
34. Quel est l'impact des aides financières accordées par le HCR sur les réfugiés les plus vulnérables ? Comment mieux mesurer selon vous cet impact ?

Education :

35. Quelles sont les principales problématiques et demandes des PoC pour l'éducation de leurs enfants ?
36. Quels sont selon vous les principaux acquis existants dans l'accès des enfants demandeurs d'asile et réfugiés à l'éducation nationale ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR et de FOO pour les obtenir ?
37. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour ? Quelle stratégie met en oeuvre le HCR et FOO pour essayer de les surmonter ?

38. Quelles sont les actions que vous mettez en oeuvre pour favoriser l'accès à l'éducation publique marocaine et la bonne intégration des enfants réfugiés dans l'école publique au Maroc ? Quels en sont les résultats ? Quels difficultés ou obstacles rencontrez-vous ? Comment les surmonter ?
39. Quelles sont les aides accordées pour la scolarisation des enfants demandeurs d'asile / réfugiés ? Quels sont leurs effets ? Permettent-ils de garantir la scolarisation effective de tous les enfants concernés et limiter le recours au travail ou à la mendicité ?
40. Quelles sont les procédures qui permettent aux parents des enfants réfugiés d'accéder aux aides financières pour la scolarisation de leurs enfants ? Vous apparaissent-elles adéquates ? Sont-elles comprises par les réfugiés ? Quelles recommandations pourriez vous formuler pour en améliorer le fonctionnement ?
41. Quelles recommandations feriez-vous pour améliorer l'accès à l'école et intégration scolaire des enfants réfugiés ?
42. Quelles sont les conditions d'accès et d'études des étudiants réfugiés ? Quelles sont les aides dont ils bénéficient et les procédures d'accès à ces aides ? Quels sont leurs effets ? leurs permettent-elles de continuer leurs études ? Quelles recommandations pourriez vous formuler pour en améliorer le fonctionnement ?
43. Qu'en est-il de la reconnaissance des diplômes acquis dans leur pays d'origine des réfugiés au Maroc ? Quelle reconnaissance ont-ils au Maroc ? leur permettent-ils d'accéder à un emploi ?

Formation et renforcement des compétences :

44. Quelles actions de formation et renforcement des compétences des PoC réalisez-vous ? Quelles en sont les acquis et les limites ? Quelles recommandations feriez-vous pour les améliorer ?
45. Quelle est la complémentarité / coordination de ces actions avec le projet de l'AMAPPE

Activités ludiques et artistiques

46. Quelles activités ludiques et artistiques réalisez-vous ?
47. Quelles en sont les effets et les limites ?
48. Quelles recommandations feriez-vous pour les améliorer ?

Mobilisation communautaire :

49. Quelles actions de mobilisation communautaire réalisez-vous ?
50. Quelles en sont les effets et les limites ?
51. Quelles recommandations feriez-vous pour les améliorer ?

AMPH / SANTE

52. Quels sont les principaux problèmes et demandes de santé exprimés par les PoC ?
53. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès des réfugiés aux établissements de santé publique au Maroc ? Et en termes « d'affordabilité » à ces services de santé ?
 - a. Soins de santé primaires
 - b. Soins hospitaliers
 - c. Médicaments et dispositifs médicaux
54. Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR pour les obtenir ? Comment peuvent-ils être encore mieux consolidés et quel peut être le rôle du HCR à cet effet ?

55. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'accès aux soins ? Et en termes « d'affordability » à ces services de santé ?
- d. Soins de santé primaires
 - e. Soins hospitaliers
 - f. Médicaments et dispositifs médicaux
56. Quel sont les efforts actuellement mis en œuvre par le Gouvernement Marocain, le HCR et leurs partenaires pour les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ? Quelles sont les recommandations ?
57. Est ce qu'ils existent des mécanismes spécifiques pour une PEC adaptée aux besoins des PoC (intégrant une approche multiculturelle) dans les établissements de santé? Si oui, lesquels ?
58. Quels sont les facteurs de vulnérabilité pas suffisamment identifiés ou couverts par le système de santé (handicap, personnes âgées, victimes de violence, etc)?

AMAPPE : INTEGRATION LOCALE :

Présentation générale de l'association et cadre général de sa projet et de son partenariat avec le HCR :

Identification et entrée des réfugiés dans le programme PISERUMA:

59. Comment les réfugiés sont ils identifiés, mis en contact avec l'AMAPPE et rentre-il dans le programme PISERUMA ?
60. Existe-t-il des profils de réfugiés avec lesquels l'AMAPPE n'arrive pas à rentrer en contact ? Quelles en sont les facteurs / raisons ? Est ce que l'AMAPPE a mis en place des stratégies pour essayer d'y parvenir ? quels en ont été les résultats ?
61. Quelle est la procédure d'accueil et d'entrée des réfugiés dans le programme PISERUMA ? Quels en sont les procédures, contenus et critères ? Vous semblent-ils appropriés aux objectifs ?
62. Quels sont les éventuels critères de sélection et conditions que doit remplir un réfugié pour rentrer dans le programme, et être orienté vers une formation professionnelle, une insertion professionnelle en entreprise ou la création d'une AGR ?
63. Quelles sont selon vous les acquis ou les défis de cette procédure ?
64. Comment vivez vous le décalage qui peut exister entre les nécessités d'un réfugiés, ses compétences personnelles et ses opportunités réelles d'intégration sur le marché du travail au Maroc ? Est ce qu'il en résulte des tensions ? Si oui, Comment les gérez vous ?

Employabilité, formation et insertion professionnelle des réfugiés en entreprise:

65. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès à l'emploi dans le secteur privé pour les réfugiés (niveau légal, institutionnel et social notamment) ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR et de l'AMAPPE pour les obtenir ?
66. Quels sont les facteurs clés légaux, économiques ou sociaux qui au contraire entravent l'employabilité des réfugiés au Maroc, et plus concrètement leur accès au marché du travail ? Quelles est la stratégie du HCR et de l'AMAPPE pour essayer de les réduire ?
67. Vers quelles offres de formation professionnelles l'AMAPPE peut-elle orienter les réfugiés ? Quelles sont les institutions publiques ou privées marocaines qui jouent un rôle dans la formation des réfugiés (Ministère du travail et de la formation professionnelle, ANAPEC, OFPPT, Entraide Nationale, CGEM, syndicats, fédérations professionnelles, chambres de commerce et d'industries) ? Et quelles relations / partenariats entretenez-vous avec elles ? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?

68. Quelles sont les principales difficultés auxquelles se heurtent les réfugiés dans la construction d'un itinéraire d'insertion professionnelle dans le secteur privé ? De quels outils bénéficiez vous pour les atténuer ?
69. Quels sont les secteurs économique porteurs pour l'insertion professionnelle des réfugiés dans des entreprises ?
70. Quels appuis et suivi l'AMAPPE fait-elle des réfugiés durant leurs parcours de formation et insertion professionnelle (appui en termes de formation et compétences, d'aides financières pour compenser les coûts d'une formation, de réseaux sociaux) ? Quelles en sont les forces et les faiblesses ?

Appui à la création d'AGR par les réfugiés:

71. A quel profil de réfugiés est destiné le programme d'AGR ? Comment les projets d'AGR sont-ils identifiés, sélectionnés, développés et suivis par l'AMAPE ?
72. Quelle aide financière reçoivent les réfugiés pour la création de leur AGR ? Quel est la procédure d'octroi de cette aide ? Son montant est-il adapté aux nécessités et aux projets créés ? Quel suivi en est-il fait ? Quel en est l'impact sur les projets des réfugiés ?
73. Quelles autres institutions publiques ou privées interviennent-elles dans l'appui aux réfugiés durant les étapes de création et développement de leur AGR ? quel est l'impact de cet appui ?
74. Quels sont les principaux indicateurs de résultats et résultats obtenus en matière de création et développement d'AGRs par l'AMAPE ?
75. Quels sont les principaux facteurs de réussite ou d'échec d'une AGR par les réfugiés que l'AMAPPE a identifié ? Comment ses facteurs sont-ils pris en compte dans l'accompagnement réalisé ?
76. Dans quelle mesure la création d'une AGR permet-elle aux réfugiés d'améliorer leurs ressources financières et leurs conditions de vie ?
77. Dans quelle mesure les AGRs créées arrivent-elles à se formaliser par un accès au statut existant d'auto-entrepreneur dans le cas d'expériences individuelles, ou à celui d'entreprise ou de coopérative dans le cadre d'expériences collectives ? Quelles sont les facteurs clés de cette réussite ?

QUESTIONS TRANSVERSALES :

Partenariat avec le HCR :

78. Quelles sont les forces et les faiblesses de votre cadre de partenariat avec le HCR ?
79. Quelles sont les besoins de votre association en terme de renforcement des capacités ?
80. Quelles recommandations pourriez vous faire pour améliorer votre projet auprès des réfugiés ainsi que votre partenariat avec le HCR ?

Coordination :

81. Votre association fait partie des Groupes de Protection des réfugiés au niveau local. Quels sont selon vous leur principaux apports et limites pour la protection des réfugiés au niveau local ?
82. Quelles recommandations pourriez vous faire pour renforcer leur fonctionnement et pérennité ?
83. Quelles sont selon vous les principaux acquis et limites existantes en termes de déploiement et de coordination des politiques de protection des réfugiés au Maroc ?

Recommandations

84. Dans quelle mesure peut-on améliorer la couverture et l'accessibilité des services de protection et d'assistance aux réfugiés : meilleure identification, meilleur accès à la protection juridique, à l'éducation

et à la santé, meilleure identification, meilleur assistance et protection aux personnes les plus vulnérables ?

85. Dans quelle mesure peut-on améliorer l'intégration locale des réfugiés ?
86. Dans quelle mesure le déploiement et la coordination des politiques et programmes de protection des réfugiés dans le contexte de la décentralisation et de la régionalisation avancée peut-il contribuer à une meilleure couverture des réfugiés dans tout le pays ?
87. Dans quelle mesure des actions supplémentaires de plaidoyer et d'assistance technique peuvent-elle contribuer à renforcer l'appropriation et le déploiement des politiques de protection des réfugiés ?

6. CLOTURE DE L'ENTRETIEN:

- Donner l'opportunité à l'interviewé de transmettre d'autres informations ou appréciations et de poser des questions.
- Réviser les notes pour vérifier si toutes les questions ont été abordées et si certains points ne sont pas suffisamment clairs.
- Demander le n° de téléphone dans le cas où il faudrait un éclaircissement ou un complément d'information.
- Rappeler que toute l'information recueillie va être traitée de façon anonyme.
- Remercier la/les personnes pour leur disponibilité et le temps consacré à l'entretien.

Guide d'entretien pour staff et équipes du UNHCR

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI STRUCTURÉ POUR staff et équipes du UNHCR	EVALUATION DU PROGRAMME HCR AU MAROC	
Date :	Lieu :	Interviewer :
Organisation :	Nom :	Position :

Les questions présentées ci-dessous restent à un niveau général. L'interviewer devra pousser certaines questions pour rentrer dans le détail de la mise en œuvre et des résultats du projet. Pour ce faire, l'interviewer aura lu avant chaque entretien, le cadre logique, les rapports de suivi, ainsi que les documents techniques disponibles.

L'évaluateur réalisant l'entretien devra adapter les questions générales et introduire de nouvelles questions en fonction de la thématique concernée, de la mission de l'organisation et du profil et rôle de l'interviewé.

Ce type d'entretien vise à obtenir de l'information pour pouvoir répondre aux différentes questions qui composent la matrice d'évaluation. Dans le cas des membres de l'UNHCR l'idée est d'obtenir des informations précises sur les 3 grandes questions thématiques qui composent la matrice (détermination du statut de réfugié, protection et solutions durables) ainsi que sur les 2 questions transversales (partenariats et coordination entre acteurs)

INTRODUCTION

Présentation de l'interviewer comme membre de l'équipe consultant chargée de l'évaluation externe du projet et présentation succincte du projet évalué et de l'évaluation : objectifs, critères, questions, étapes.

Préciser que toute l'information recueillie sera traitée de façon anonyme ; souligner la confidentialité de l'entretien et rester à disposition pour des questions ou des demandes d'éclaircissement de l'interviewé.

1. PROTECTION DES REFUGIES DANS UN CONTEXTE DE FLUX MIXTES REFUGIES / INMIGRATION

1. Pourriez-vous expliquer quelles sont les principaux défis liés au contexte de flux migratoires mixtes pour la protection des réfugiés au Maroc et pour le HCR?
2. Quelles opportunités et/ou menaces crée la GCM et la GCR pour la protection des réfugiés dans ce contexte de flux mixtes en général et au Maroc plus précisément ? Quelle stratégie peut développer le rôle du HCR au Maroc dans ce contexte ?

2. DETERMINATION DU STATUT ET PROTECTION DES REFUGIES

Questions générales :

3. Quels sont, selon vous, les principaux acquis et défis liés à la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés au Maroc ? Jusqu'à quel point la protection des PoC est-elle garantie au Maroc ? Y-a-t'il des gaps ?
4. Quelle est l'état actuel d'exécution de la SNIA et des politiques de protection des réfugiés au Maroc ?
5. Dans quelle mesure les droits des groupes vulnérables ont été pris en compte dans la SNIA et quel accès est accordé au RSD ?
6. Quel est le niveau d'intérêt politique pour améliorer l'accès des réfugiés à l'asile au Maroc (y compris la législation nationale sur l'asile) ?
7. Quelles sont les activités de sensibilisation et plaidoyer entreprises par le HCR pour promouvoir la SNIA, et quelles sont les possibilités de renforcer cette approche ?
8. Quelle est votre évaluation des méthodes d'engagement du HCR avec les principaux acteurs politiques et décisionnels, et dans quelle mesure l'approche actuelle est-elle efficace et comment cette approche peut-elle être améliorée ?
9. Comment le contexte local, et notamment les zones frontalières d'entrée et de sortie du territoire marocain, influence-t-il l'identification et la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés ?
10. Quel est le niveau de consensus sur le statut des réfugiés existant entre le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Intérieur et le MDCMREAM

Identification des réfugiés:

11. Quelles sont les principales voies d'entrée des réfugiés sur le territoire marocain et pour chacune d'entre elles les stratégies et les moyens mis en œuvre par le HCR et ses partenaires pour les identifier et procéder à leur référencement ?
12. Quelles difficultés particulières génère le contexte de flux mixtes pour l'identification des réfugiés notamment à l'aéroport de Casablanca et dans les zones frontalières du Maroc
13. Quels rôles jouent les différents partenaires associatifs du HCR (FOO, OMDH) dans l'identification et le référencement des réfugiés ?, Quelles difficultés rencontrent ces organisations pour la réalisation de leur travail d'identification des réfugiés ? Quelles sont les forces et faiblesses de ces organisations ? Quels sont les rôles que jouent le HCR avec ces organisations et les modalités de coordinations avec elles ? Comment valorisez-vous les partenariats avec elles et quelles pistes pourriez-vous explorer pour le capitaliser et le développer ?

Médiateurs communautaires et groupes de travail de protection (GTP) :

14. Dans quelle mesure les travailleurs communautaires sont en mesure de fournir des informations aux groupes cibles et d'identifier parmi les flux de migrants, les potentiels demandeurs d'asile et les personnes les plus vulnérables afin de les orienter vers les institutions partenaires chargés de leur protection ? Comment sont-ils recrutés et quel est leur statut légal et social ?
15. Quelle évaluation faites-vous du travail réalisé par les médiateurs communautaires ? Comment pourriez-vous capitaliser mieux leurs interventions ?
16. Dans quelle mesure les GTP sont-ils fonctionnels, situés dans des lieux clés et sont en mesure de référer des cas au HCR à Rabat ?
17. En quoi la création des GTP permet ou influence-telle positivement la protection des réfugiés dans les villes où ils ont été mis en place ? Quels sont leurs acquis et les principaux défis auxquels ils sont confrontés ? Comment peuvent-ils se pérenniser et se développer ?

Référencement des réfugiés et détermination du statut d'Asile :

18. Quelles sont les forces et les faiblesses des procédures de référencement et de DSR actuellement en vigueur au Maroc ?
19. Quelles protection / gaps en termes de protection rencontrent les réfugiés lors des différentes étapes du référencement et de la DSR, et notamment ceux qui vivent éloignés de Rabat ? Quelles stratégies et

actions le HCR met-il en œuvre pour faciliter ces étapes ? Quelle en sont les effets en termes de réduction des contraintes pour les réfugiés ?

20. Quelles outils et système d'indicateurs de suivi et de performance le HCR a-t-il mis en œuvre pour suivre l'efficacité de la procédure de référencement et de HCR ? Ce système est-il fonctionnel et transférable aux autorités marocaines ? Quelles données et conclusion lui permet-il de tirer ?
21. Dans quelle mesure les demandeurs d'asile sont-ils enregistrés par le HCR et ont-ils un accès libre et gratuit aux procédures de RSD ?
22. Quels sont les critères et les conditions d'octroi ou de refus du statut de réfugié ?
23. Quels sont les facteurs qui déterminent le processus décisionnel de la DSR et la sphère d'influence du HCR sur ce processus ?
24. Quel est le processus de détermination du statut des réfugiés et le pouvoir de décision du BRA et de la Commission interministérielle ? Quels sont les principaux goulets d'étranglement qui entravent la réalisation du mandat et des priorités du HCR ?
25. Dans quelle mesure le HCR est-il en mesure de transférer la responsabilité de la DSR au gouvernement (facteurs limitatifs et de facilitation) ?
26. Quelle est la capacité actuelle du gouvernement à s'approprier le processus de détermination du statut de réfugié et les efforts entrepris par le HCR pour renforcer cette capacité.

Protection légale

27. Dans quelle mesure les demandeurs d'asile et les réfugiés ont-ils accès à l'aide juridique (ex : certificats de naissance, plaintes contre les agresseurs violents, représentation juridique devant les tribunaux marocains) ?

Populations vulnérables :

28. Y a-t-il des populations qui, selon vous, ont besoin d'être protégées en priorité (p. ex. les mineurs, les victimes de violence) ? Comment le HCR peut-il selon vous exploiter ces opportunités ou conjurer ses menaces ?
29. Quelles difficultés rencontrez-vous avec vos partenaires pour identifier et accéder à ses populations, et quelles stratégies ou moyens d'action développez-vous pour y parvenir ?
30. Quelles stratégies spécifiques de protection légale et sociale le HCR met-il en œuvre pour protéger les différents groupes identifiés en fonction de leurs critères spécifiques de vulnérabilités ?
31. Quel est le processus pour que les réfugiés les plus vulnérables (mères célibataires, mineurs non accompagnés, victimes de violence sexuelle et de genre, personnes ayant besoin d'une assistance médicale, LGBTI, personnes âgées) aient accès à un soutien financier du HCR pour le logement (y compris les abris d'urgence), la nourriture et les besoins sociaux ?? Quels sont les principaux obstacles et résultats ?
32. Quel est le processus pour orienter les victimes de violence sexuelle et sexiste vers une organisation compétente en matière psychosociale, médicale, juridique et financière. ? Quels sont les principaux obstacles et résultats ?
33. Quel est le système de monitoring de la performance des « cash based interventions » du HCR ? Quels en sont les points forts et les limites ? Comment l'améliorer et mieux en mesurer l'impact ?

Santé :

34. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès des réfugiés aux établissements de santé publique et d'une manière générale en matière de soins au Maroc ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR pour les obtenir ? Comment peuvent-ils être encore mieux consolider ou capitaliser et quel peut être le rôle du HCR à cet effet ?
35. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'accès aux soins ? Quel sont les efforts actuellement mis en œuvre par le Gouvernement Marocain, le HCR et leurs partenaires pour les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ?

Éducation et scolarisation :

36. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès à l'école et de scolarisation des réfugiés ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle des du HCR et du Ministère de l'éducation National pour les obtenir ?
37. Quels sont les principaux défis existants encore à ce jour en matière d'accès à l'école et de scolarisation du côté des réfugiés eux même et du côté des institutions publiques marocaines ? Quel sont les moyens ou les efforts actuellement mis en œuvre par le Gouvernement Marocain, le HCR et ses partenaires pour essayer de les dépasser ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour y parvenir ?
38. Quelle est le rôle et la place de la société civile marocaine pour résoudre les défis liés à la scolarisation des enfants réfugiés ? Comment évaluez-vous sa participation ?

3 SOLUTIONS DURABLES :

39. Quelles sont les priorités stratégiques du HCR au Maroc en matière de solutions durables ?
40. En quoi ces priorités sont-elles alignées sur les dispositions contenues dans le Pacte Mondial sur les Réfugiés ? En quoi sont-elles adaptées au contexte du Maroc (flux mixtes) ?
41. Dans quelle mesure ces priorités sont-elles partagées avec le gouvernement marocain ?

▪ Intégration locale

42. Quels sont les facteurs sociaux clés qui justifient la priorité donnée par le HCR à l'intégration locale des réfugiés dans sa stratégie au Maroc ?
43. Quels sont les facteurs clés légaux, économiques ou sociaux qui favorisent ou entravent l'employabilité des réfugiés et leur accès au marché du travail au Maroc ?
44. En quoi le contexte marocain de flux mixtes migrants / réfugiés influence-t-il positivement ou négativement l'employabilité des migrants, leur accès au marché du travail et en fin de compte leur intégration locale ?
45. Quelles les institutions publiques marocaines qui jouent un rôle sur l'intégration locale des réfugiés (Ministère du travail et de la formation professionnelle, ANAPEC, OFPPT, Entraide Nationale, ODECO) ? Quelles sont leur positionnement et leurs stratégies par rapport à l'intégration des réfugiés ? quelles relations / partenariats entretenez-vous avec elles ? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?
46. Quelles sont les organisations liées au secteur privé marocain qui jouent un rôle sur l'intégration des réfugiés ((CGEM, Syndicats, chambres de commerces et fédérations sectorielles) ? Quelles sont leur positionnement et leurs stratégies par rapport à l'intégration des réfugiés ? quelles relations / partenariats entretenez-vous avec elles? Comment pourriez-vous mieux capitaliser ses relations ?
47. Quels sont les rôles joués par le HCR dans la recherche de l'intégration locale, et sur quels types d'actions concrètes débouchent-t-ils ?
48. Quel est la place et le rôle de l'AMAPPE dans la stratégie du HCR pour l'intégration des réfugiés au Maroc, Comment est né le projet PIRUSIMA et la collaboration avec l'AMAPPE ? Quels sont les objectifs, actions, acquis, défis et principaux résultats de ce projet en matière de formation et insertion professionnelle en entreprise et de création d'AGRs ? Quelles solutions d'intégration locale donne les meilleurs résultats ? Quelles difficultés rencontre l'AMAPPE pour la réalisation de leur travail d'identification des réfugiés ? Quelles sont les forces et faiblesses de ces organisations ? Quels sont les rôles que joue le HCR avec l'AMAPPE et les modalités de coordinations avec elle ? Comment valorisez-vous ce partenariat et quelles pistes pourriez-vous explorer pour le capitaliser et le développer ?

49. Quels sont les principaux acquis existants en matière d'accès à l'emploi dans le secteur privé pour les réfugiés (niveau légal, institutionnel et social notamment) ? Quels ont été les facteurs clés qui ont permis de les obtenir ? Quel a été le rôle du HCR pour les obtenir ? Comment les capitaliser davantage ?
50. Quels sont les facteurs qui freinent l'employabilité des réfugiés au niveau légal et social ?
51. Quelles sont principaux enseignements, acquis et défis nés de la stratégie d'appui à la création d'AGR par les réfugiés ? Comment capitaliser et renforcer cette stratégie ?

- **Programme de réinstallation :**

52. Quelle place occupe le programme de réinstallation dans la stratégie du HCR au Maroc ?
53. Est-il demandé par beaucoup de réfugiés ? Quels sont les critères d'entrée et d'acceptation dans le programme ?
54. Quels facteurs facilitent ou au contraire rendent difficile sa mise en œuvre ? de la part des réfugiés eux-mêmes ? des institutions publiques des pays concernées ?

- **Programme de retour volontaire**

55. Quelle place occupe le programme de retour volontaire dans la stratégie du HCR au Maroc ? Est-il demandé par beaucoup de réfugiés ? Quels sont les critères d'entrée et d'acceptation dans le programme ? Quels facteurs facilitent ou au contraire rendent difficile sa mise en œuvre ? de la part des réfugiés eux-mêmes ? des institutions publiques des pays concernées ?
56. Quel est le rôle de L'OIM dans le programme de retour volontaire, notamment pour les personnes déboutées de leur demande de statut de réfugié ? Quelle est le niveau de coordination entre l'OIM et le HCR ?

4 PARTENARIATS ET COORDINATION ENTRE ACTEURS :

57. Quels sont les différents rôles (ex : assistance technique, plaidoyer, prestation de services, bailleur de fond, etc) joués par le HCR dans la protection des réfugiés et la recherche de solutions durables ?
58. Quels sont les mécanismes de coordination existants avec les acteurs nationaux (niveau central et local) dans lesquels le HCR participe (ex : SNIA, wilayas, communes) ? quelle est leur efficacité ? Comment les améliorer ainsi que d'une manière générale l'articulation et le déploiement des politiques publiques concernant la protection des réfugiés ?
59. Quels sont les mécanismes ou espaces de coordination avec d'autres acteurs internationaux dans lesquels participe le HCR (ex : UNDAF) ? Quelle est leur efficacité ? Comment les améliorer ?
60. Quelles sont les synergies créées (ou potentielles) entre les différents acteurs intervenant dans l'assistance, la protection et l'intégration locale des PoC dans un contexte de migrations mixtes ?
61. Quelle est l'appréciation du rôle des « implementing partners » au Maroc en général ? Quels sont les rôles que joue le HCR avec ces organisations et les modalités de coordinations avec elles ? Quelles difficultés rencontrent ces organisations pour la réalisation de leur travail, et le HCR dans son travail avec elles ? Quelles sont les forces et faiblesses de ces organisations ?
62. Comment valorisez-vous ces partenariats ? Quelles pistes pourriez-vous explorer pour le renforcer, le capitaliser et le développer davantage ?
63. Quelles opportunités / contraintes existent-ils au niveau du système de financement du HCR au Maroc et de ces implementing partners ? ?
64. Quelles sont les principaux bailleurs de fonds du HCR au Maroc ? Quelles sources de financement alternatives (hors fonds du HCR explorez-vous pour couvrir les besoins du HCR : bailleurs de fonds internationaux, et nationaux ?
65. Dans quelle mesure le HCR devrait explorer les possibilités de renforcer et de mobiliser des ressources externes (hors HCR) pour ses groupes de travail sur la protection et son réseau de partenaires aux niveaux national et international : donateurs institutionnels nationaux et internationaux, coopération décentralisée, secteur privé, réseaux philanthropiques marocains et philanthropie internationale.

5 PROCESSUS DE RENFORCEMENT DE CAPACITES ET DE TRANSFERT DU SYSTEME D'ASYLE VERS LES AUTORITES NATIONALES

66. Quels sont les acquis et les défis dans le dialogue institutionnel entre le HCR et le gouvernement marocain, et en particulier avec le Min. Affaires Étrangères, le BRA, la Commission Interministérielle, et le Min. Intérieur ? quel rôle joue le MDCMREAM dans la détermination des procédures d'asile ? Comment le renforcer ?
67. Quels sont les progrès obtenus jusqu'au présent dans le transfert vers l'état marocain du processus et des services liés à la protection et l'assistance aux PoC ? Quels sont les principales résistances rencontrées et quelles en sont les causes ?
68. En quoi le contexte marocain, et notamment l'existence de flux mixtes peut-il influencer le positionnement du Gouvernement Marocain et sa politique de protection des réfugiés ? Comment le HCR peut-il faire en sorte que le Gouvernement marocain préserve et renforce la protection des réfugiés ?

6 CLOTURE DE L'ENTRETIEN

- Donner l'opportunité à l'interviewé de transmettre d'autres informations ou appréciations et de poser des questions.
- Réviser les notes pour vérifier si toutes les questions ont été abordées et si certains points ne sont pas suffisamment clairs.
- Demander le n° de téléphone dans le cas où il faudrait un éclaircissement ou un complément d'information.
- Rappeler que toute l'information recueillie va être traitée de façon anonyme.
- Remercier la/les personnes pour leur disponibilité et le temps consacré à l'entretien.